

Initiatives ministérielles

nes et Accises, et je pourrais vous conter des histoires à faire dresser les cheveux sur la tête.

Je voudrais que le prochain budget prévoie une solution de rechange à la TPS qui soit meilleure que l'harmonisation.

Le ministre des Finances ne rend pas service au pays s'il n'accepte pas d'être pleinement responsable, de présenter un budget équilibré et de dire aux Canadiens quand ils peuvent s'attendre à un répit fiscal. J'espère qu'en ce qui concerne la teneur du prochain budget, les députés de l'opposition ne l'accuseront pas d'écoute sélective aux séances du comité.

• (1640)

S'il écoutait ce comité aussi bien que moi, il saurait quoi faire. Espérons qu'il aura le courage et la conviction de faire preuve d'honnêteté envers les Canadiens et de présenter un budget dur, mais équitable, et qu'il cessera de parler de ces foutaises à propos de réformes draconiennes.

Je souhaite Joyeux Noël et une bonne et heureuse année à tous.

[Français]

M. Ronald J. Duhamel (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, de la part de mes commettants et de mes commettantes, je voudrais vous souhaiter, monsieur le Président, aussi bien qu'à mes collègues, un joyeux Noël et une bonne et heureuse année.

[Traduction]

Les habitants de Saint-Boniface souhaitent à tous un joyeux Noël, une bonne et heureuse année et leurs meilleurs voeux.

[Français]

En tant que député de Saint-Boniface, il me fait plaisir de prendre la parole au sujet de cette consultation prébudgétaire, qui a été initiée, soit dit en passant, par le ministre des Finances. Donc, c'est quelque chose de nouveau, c'est quelque chose qui fonctionne depuis assez longtemps et qui donne des résultats.

J'ai rencontré, dans ma circonscription, des hommes et des femmes d'affaires afin de leur poser des questions, solliciter leurs opinions, leur point de vue. J'ai aussi des groupes de conseillers, des groupes de jeunes, de femmes, d'adultes, qui me donnent des conseils au sujet de telles questions. Je vais partager avec vous aussi bien qu'avec mes collègues, cet après-midi, un nombre de leurs observations.

Avant de commencer à partager ces observations, je voulais peut-être décrire un peu le contexte politique dans lequel nous nous trouvons en ce moment. Dans un coin, nous avons l'opposition officielle, le Bloc québécois, qui cherche à séparer le Québec du Canada. C'est ça, leur grand mandat, leur première priorité. Mais dans le même coin, et ça fait partie du contexte politique, nous avons le Parti réformiste, qui est souvent décrit comme la formation politique de Darth Vader.

[Traduction]

Il est décrit comme le parti de Darth Vader, le parti de la terre brûlée, de la peur, de l'apocalypse. J'aimerais participer à un dîner de Noël des réformistes. J'imagine qu'ils vont alors parler de ce qui est fait en Nouvelle-Zélande et dire à leurs petits-enfants de bien apprécier la pauvre dinde sur la table, car il risque

de ne plus y en avoir d'autre à cause de la dette. Ce doit être toute une réjouissance.

Ce parti convoite le pouvoir. Les réformistes veulent tellement le pouvoir qu'ils sont prêts à faire presque tout pour l'obtenir. Je crois qu'ils sont perdants à ce jeu. Pourquoi? Ils étaient dans le même coin que les bloquistes en ce qui concerne la question de l'unité nationale. C'est la première fois, dans l'histoire du Canada, qu'un parti qui se dit fédéraliste n'a pas coopéré avec le parti ministériel. Pourquoi? C'est très simple.

Les réformistes ont pensé que cela y était. Ils ont pensé qu'ils n'avaient pas d'autres moyens d'atteindre leurs objectifs personnels que de donner l'impression que leur parti était viable. Ils ont donc abandonné les Canadiens. C'est vraiment fort regrettable.

Le ministre des Finances a atteint tous les objectifs qu'il a fixés. Il a même été au-delà de ses objectifs. L'ont-ils jamais reconnu? Bien sûr que non. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait? Parce que leur parti est désespéré. Selon les derniers sondages, le taux de popularité des libéraux dépasse 50 p. 100. Les progressistes conservateurs viennent ensuite au second rang, avec un taux de popularité de 15 p. 100. Le Parti réformiste et le Bloc québécois arrivent ensuite *ex aequo*. Le Bloc québécois est aussi populaire auprès des Canadiens que le Parti réformiste. Voilà pourquoi les réformistes sont désespérés.

Nous avons parlé de la nouvelle façon de faire de la politique. Dans un article, le chef du troisième parti dit du premier ministre qu'il lui manque un bardeau. C'est ça, la nouvelle politique. Au lieu de parler de la création d'emplois, de l'unité nationale, du déficit et de la dette, ces gens ont préféré poser des questions à la Chambre des communes au sujet des armoiries du Canada, auxquelles nous avons ajouté un ruban. Ce sont là les priorités qu'ils ont établies.

Voilà le genre de contexte politique dans lequel nous nous trouvons au moment même où le ministre des Finances se prépare à déposer son budget. Lorsque le ministre du Développement des ressources humaines a annoncé une importante initiative dans le domaine des services de garde d'enfants, qu'ont-ils fait? Il y a environ dix jours, ils trouvaient que c'était une bonne idée. Évidemment, aujourd'hui, ils ont essayé de se faire du capital politique, et ce n'est plus une bonne idée.

Je vais vous donner un dernier exemple du contexte politique dont je vous parle. Onze députés réformistes ont voté en faveur d'un droit de veto pour la Colombie-Britannique; les autres ne veulent pas d'un droit de veto pour la Colombie-Britannique et ont voté contre cet amendement. C'est le signe d'un parti qui a beaucoup de difficulté à se brancher.

• (1645)

Lorsque j'ai parlé aux gens de ma circonscription, la plupart d'entre eux m'ont parlé des impôts. Beaucoup trouvaient que nous sommes surtaxés. Cela n'est pas étonnant. Presque tout le monde croyait que les personnes riches peuvent éviter de payer leur juste part et c'est une question que mes électeurs voulaient que je soulève au Parlement. La plupart des gens étaient d'avis qu'on ne devrait pas permettre aux Canadiens riches de payer très peu ou pas d'impôts. C'est une autre remarque que j'ai entendue fréquemment. La plupart des gens étaient également d'avis qu'on ne devrait pas permettre aux sociétés de payer très peu ou pas d'impôts. J'ai entendu aussi beaucoup de remarques